

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 Salindres

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90 % de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique.

Le site de Salindres emploie environ une centaine de personnes. En mettant en œuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO, il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures électriques, tablettes ou smartphones) , de la pharmacie et de la protection des cultures. Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en œuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des effluents liquides et prévention de la pollution des eaux
- préservation de la ressource en eau dans le cadre de l'action nationale sécheresse
- gestion et traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Valeurs limites d'émissions rejets STEP	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 9.2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection fuite fluides frigorigènes	AP de Mise en Demeure du 24/09/2022, article 1	/	Sans objet
2	Identification des composés fluorés	Arrêté Préfectoral du 16/03/2023, article 2	/	Sans objet
3	Valeurs limites d'émissions composés fluorés	Arrêté Préfectoral du 16/03/2023, article 3.1	/	Sans objet
4	Fréquence surveillance rejets composés fluorés	Arrêté Préfectoral du 16/03/2023, article 3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Fréquence et modalités autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 9.2.2.1	/	Sans objet
8	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 2	/	Sans objet
9	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 3	/	Sans objet
10	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 4	/	Sans objet
11	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
12	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant poursuit sa démarche de caractérisation et de réduction des émissions de composés organiques fluorés dans les effluents aqueux. A ce titre les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral sont respectées. Des perspectives de réduction plus importantes sont à l'étude par l'intermédiaire d'un traitement par osmose inverse et évapo-concentration.

Les dépassements relevés sur les AOX (halogènes organiques adsorbables) au niveau de l'autosurveillance semblent correspondre à un biais dans la mesure, perturbée par la présence de chlorures inorganiques intrinsèques à l'effluent rejeté. Ce point doit faire l'objet d'une confirmation avec les mesures à venir intégrant la correction de ce biais.

D'une manière générale, l'autosurveillance du site doit être analysée à l'aune des mesures comparatives réalisées annuellement afin de s'assurer de l'absence de dérive.

Les réductions de la consommation de l'eau dans le contexte de la sécheresse sont conformes aux exigences fixées par l'arrêté préfectoral du site. En particulier, une réduction de la consommation moyenne journalière de l'ordre de 40% a pu être constatée par rapport aux consommations moyennes hors période de sécheresse. Ces réductions sont liées à des actions techniques spécifiques mises en oeuvre mais aussi à une baisse conjoncturelle du volume de production du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection fuite fluides frigorigènes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : La société RHODIA OPÉRATIONS, est mise en demeure de respecter, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de respecter les prescriptions de l'article 5 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 susvisé et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susvisé (Système permanent de détection de fuite des équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures à 500 tonnes équivalent CO ₂) pour le groupe froid (réf. 61C22300) qu'elle exploite sur son site de Salindres.
Constats : En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a fait réaliser par une société spécialisée dans les systèmes de réfrigération, un audit de la solution à mettre en œuvre pour se mettre en conformité. Il ressort de cet audit que la solution par mesure indirecte n'est pas techniquement possible, l'installation ne disposant pas d'un réservoir de liquide non régulé. La solution par mesure directe n'est également techniquement pas possible puisque le groupe froid est installé en extérieur. La solution que l'exploitant a donc mis en œuvre, conformément à l'arrêté ministériel du 29 février 2016, est la détection de fuite par suivi de paramètres. En ce sens, le système de conduite a été modifié pour intégrer une surveillance de la pression, en fonction de la température de l'eau glycolée et du fonctionnement du compresseur. Des seuils d'alarme sur pression basse ont ainsi été définis, déclenchant l'arrêt de la machine et l'alerte de l'exploitant. En complément, l'exploitant a mis en place une astreinte par un prestataire extérieur pour le suivi des groupes froids ainsi qu'un renforcement des contrôles d'étanchéité (fréquence mensuelle au lieu de la fréquence trimestrielle prévue par la réglementation). Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont respectées et celle-ci peut donc être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Identification des composés fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit la liste exhaustive des substances organiques fluorées produites ou utilisées dans ses activités actuelles et passées, susceptibles d'être émises dans ses rejets aqueux. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour chacune des substances présente dans cette liste, l'exploitant réalise une campagne d'identification et d'analyse dans ses rejets aqueux. Cette campagne permet d'estimer la quantité totale des substances organiques fluorées émises. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le descriptif détaillé de la méthode de mesure utilisée pour réaliser cette campagne d'identification, ainsi que pour mesurer dans le cadre de son autosurveillance les concentrations dans l'eau rejetée des composés organiques fluorés (acide trifluoroacétique (TFA), acide triflique (TA), acide chlorodifluoroacétique (CDFA) et triflinate de potassium (TFSK)). Il en justifie la représentativité en précisant notamment les limites de la méthodologie mise en place.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté une liste des composés fluorés susceptibles d'être présents sur le site : TFA, CDFA, TA et TFSK (correspondant à l'activité actuelle), le para-TFMB (activité passée), ainsi qu'à titre prospectif les 20 PFAS figurant dans le projet d'arrêté ministériel relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE. Cette liste doit désormais être formalisée.</p> <p>Une commande a été passée à un laboratoire accrédité COFRAC pour réaliser la campagne d'identification et d'analyse. La difficulté a résidé dans le fait de trouver un laboratoire extérieur susceptible de réaliser l'analyse des PFAS spécifiques au site. En particulier, aucun laboratoire n'est aujourd'hui en capacité de proposer une analyse du TFSK qui est donc uniquement analysé en interne. Sur les autres PFAS spécifiques au site, cette campagne permettra également de conduire une analyse comparative avec les mesures réalisées en interne dans le cadre de l'autosurveillance et fiabiliser la représentativité des mesures.</p> <p>En outre un travail de recherche est en cours pour caractériser éventuellement la présence du para-TFMB qui n'est plus produit sur la plateforme chimique et pour lequel aucune méthodologie de mesure n'existe à ce jour, même en interne.</p>
<p>Observations : A la suite de la visite, l'exploitant précise le calendrier de réalisation de la campagne de caractérisation des PFAS dans les rejets et fournit les résultats une fois disponibles. L'exploitant commentera à ce titre les résultats de l'analyse comparative conduite sur les PFAS spécifiques au site (à l'exception du TFSK) et justifiera de la bonne représentativité de la méthode de mesure mise en œuvre dans le cadre de l'autosurveillance du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émissions composés fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les valeurs limites du flux rejeté par la société Rhodia Opérations vers le GIE Chimie fixées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 2013-41 du 26 juillet 2013 susvisé et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017-30 du 20 novembre 2017 susvisé sont remplacées par les valeurs limites fixées au présent article pour les substances suivantes : acide trifluoroacétique (TFA), acide triflique (TA), acide chlorodifluoroacétique (CDFA) et triflinate de potassium (TFSK).
Constats : Les résultats de l'autosurveillance de l'année en cours ont été présentés lors de la visite. Les valeurs limites en concentration et en flux sont respectées. En particulier le flux du TFA applicable à compter du 1er janvier 2027 est déjà majoritairement respecté. À partir du mois de juillet, l'exploitant va mettre en œuvre un pilote d'une centaine de m ³ pour traiter les effluents chargés en composés organiques fluorés sur osmose inverse et évapo-concentration. Un pilote plus important doit être développé en fin d'année. À terme, si les résultats sont concluants, l'objectif est de traiter spécifiquement les effluents susceptibles de contenir des PFAS à l'échelle de la plateforme chimique avec cette technologie de manière à réduire de manière très significative ces rejets.
Observations : L'exploitant fera parvenir un bilan des résultats du pilote qui sera mis en œuvre cet été.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fréquence surveillance rejets composés fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les fréquences de surveillance des substances rejetées par la société Rhodia Opérations vers le GIE Chimie fixé à l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013-41 du 26 juillet 2013 susvisé et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017-30 du 20 novembre 2017 susvisé sont remplacées par les fréquences fixées au présent article pour la substance suivante : TFSK
Constats : Les fréquences de surveillance sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral (hebdomadaire pour le TFA, TA, CDFA et mensuel pour le TFSK).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites d'émissions rejets STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents liquides
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte, en sortie de station d'épuration, les valeurs limites en concentration et flux, ci-dessous définis.
<p>Constats : L'exploitant effectue l'autosurveillance des paramètres prévus par son arrêté préfectoral. Les résultats enregistrés depuis le début de l'année ont été consultés. Seuls les AOX (halogènes organiques adsorbables) présentent des dépassements réguliers en concentration et en flux. Les autres paramètres surveillés ne présentent pas de non-conformité.</p> <p>L'application de la norme de mesure sur les AOX est perturbée par la présence d'une forte concentration en chlorure inorganique qui n'est pas discriminée dans la mesure. Cela est conforté par les valeurs mesurées sur les composés organochlorés spécifiques qui présentent des valeurs conformes en deçà des valeurs limites.</p> <p>Un travail a été conduit avec le laboratoire extérieur accrédité COFRAC en charge des mesures sur ce polluant pour prendre en compte cette spécificité. Une méthode alternative normée est mise en place depuis quelques semaines. Les résultats présentés des dernières semaines semblent montrer des valeurs conformes.</p> <p>Le dernier contrôle inopiné réalisé en novembre 2022, réalisé par un laboratoire indépendant également accrédité COFRAC, montre une conformité du rejet sur l'ensemble des polluants, y compris les AOX.</p> <p>L'exploitant doit transmettre une analyse technique détaillée de la démarche métrologique entreprise sur la mesure en AOX, confirmer la représentativité et l'opposabilité de la méthodologie qu'il met en œuvre pour réaliser cette analyse et confirmer la conformité effective de son rejet sur ce polluant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Fréquence et modalités autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre
Constats : Les fréquences minimales prévues par l'arrêté préfectoral sont respectées. Pour certains paramètres l'exploitant effectue une surveillance plus importante que celle prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 9.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les mesures comparatives sont réalisées sur l'ensemble des paramètres précédents suivant une périodicité a minima annuelle
Constats : Pour l'année 2022, les mesures comparatives, selon des procédures normalisées réalisées par une organisme extérieur différent de l'entité qui réalise l'autosurveillance, ont été réalisées à l'occasion du contrôle inopiné des rejets conduit au mois de novembre. Toutefois, l'exploitant n'a pas réellement procédé à une analyse de ces mesures comparatives afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive). Cette analyse commentée est donc à produire et à transmettre à l'inspection des installations classées à la suite de cette visite. Elle doit être mise à jour à fréquence annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prélèvements d'eau autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.
Constats : Le registre des consommations d'eau a été présenté. Les valeurs sont relevées quotidiennement par télétransmission. Elles sont suivies au niveau de chacun des ateliers du site à cette fréquence. Depuis le 1er avril, début des restrictions d'eau liées à la sécheresse dans le département du Gard, la consommation moyenne journalière est de 213 m ³ /j. Avant cette période et depuis le 1er janvier, la consommation moyenne du site était de 310 m ³ /j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prélèvements d'eau autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit la zone 5 « Cèze amont de sa source à sa confluence avec la Claysse (Ruisseau de la Claysse inclus) ».
Constats : Le jour de la visite le bassin de la Cèze amont est positionné en situation d'alerte. La situation de sécheresse importante que rencontre le Gard de manière générale et le bassin versant de la Cèze de manière particulière en 2023 ont conduit à ce que des mesures de gestion de la sécheresse par des restrictions d'eau soient prises par la préfète du Gard dès le mois d'avril. Depuis le début de l'année, le seuil de la crise a été franchi sur la deuxième quinzaine de mai et début juin, avant que des épisodes pluvieux n'aient permis l'allègement du niveau de gestion de la sécheresse à un niveau d'alerte au jour de la visite d'inspection. La consommation moyenne journalière de l'usine Rhodia Opérations sur cette période de sécheresse est de 213 m ³ /j par rapport à une consommation moyenne d'eau hors période de sécheresse de 360 m ³ /j (référence 2022). Ainsi, la réduction de consommation observée depuis le début de la période sécheresse 2023 est de 150 m ³ /j soit 40 % environ. Ces niveaux de réduction de la consommation sont conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral du 1er juin 2023, en situation d'alerte le jour de la visite, mais aussi lorsque le bassin versant était en situation de crise au début du mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prélèvements d'eau autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Prescription contrôlée : Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal de dix jours, hors période estivale d'arrêt pour travaux, un document spécifique « sécheresse » comportant : les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ; les volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...) les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ; le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure. Ce document est ensuite mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées hebdomadairement.
Constats : L'exploitant transmet à fréquence hebdomadaire depuis début avril (S15), et en anticipation de la signature de l'arrêté préfectoral du 1er juin 2023, le bilan des actions de réduction de la consommation d'eau, les volumes prélevés et le prévisionnel du mois à venir. Les réductions de consommation sont liées à une action technique de réduction du débit d'eau sur l'assainissement Florin, permettant d'enregistrer un gain de 10 m ³ /j et s'expliquent essentiellement par un rythme de production réduit au niveau de certains ateliers du site de manière conjoncturelle. Afin de poursuivre les réductions de consommation, l'exploitant va engager en août/septembre un essai en vu de réutiliser l'eau du bassin de Séguoussac pour les besoins de la STEP, permettant un gain complémentaire de 10 m ³ /j sur le prélèvement au niveau du bassin versant de la Cèze.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p>
<p>Constats : La gestion des déchets industriels est décrite au sein d'une procédure 222HSE01. Pour la gestion de ses déchets, l'exploitant utilise une application informatique qui fait directement le lien avec l'application Tackdéchets du ministère en charge de l'Ecologie. C'est cet outil qui fait office de registre et comporte l'ensemble des informations requises.</p> <p>Les déchets sont identifiés, caractérisés et étiquetés au niveau du service HSE. Cette opération est formalisée sous la forme d'une fiche d'identification. La gestion du déchet est ensuite prise en charge par le service logistique du site qui fait le lien avec le traiteur du déchet pour l'élaboration du certificat d'acceptation préalable (CAP) pour les déchets dangereux. Une expédition a été consultée par sondage (effluent SALTO expédié le 15 juin) et l'exploitant a présenté le récépissé du transporteur en cours de validité, le CAP correspondant valide, l'arrêté préfectoral du traiteur de déchets.</p> <p>L'exploitant a défini un indicateur qualité de valorisation des déchets avec un objectif fixé à 50 %. Au mois de juin la part de déchets non valorisés est de 62 %, elle était de 47 % en mai.</p>
<p>Observations : L'exploitant pourrait mieux formaliser la démarche déployée pour justifier le choix des traitements mis en œuvre au regard de la hiérarchie des modes de traitement prévus dans le code de l'environnement (article L.541-1).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 II
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes. 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée
Constats : L'application informatique utilisée par l'exploitant fait le lien avec Trackdéchets. L'espace Trackdéchets du site a été présenté le jour de la visite. Le déchet consulté par sondage (effluent SALTO) sur l'application informatique du site est bien enregistré sur Trackdéchets avec les bonnes informations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

